



<b>SECRETARIAT D'ETAT AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, AU COMMERCE, A L'ARTISANAT, AUX PROFESSIONS LIBERALES ET A LA CONSOMMATION</b>	<b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PECHE ET DES AFFAIRES RURALES</b>
<b>Direction des entreprises commerciales, artisanales et de services</b> <b>Sous-Direction :</b> <b>Bureau : D3</b> <b>Adresse :</b> 3-5 rue Barbet de Jouy-75353 Paris 07 SP <b>Suivi par :</b> Jean Jacques Pinet <b>Tél :</b> 01.43.19.12.85 <b>Fax :</b> 01 43 19 53 89 <b>Réf. interne :</b> <b>Réf. Classement :</b>	<b>Direction des Politiques Economique et internationale</b> <b>Sous-Direction des cultures et des produits végétaux</b> <b>Bureau des fruits et légumes , de l'horticulture et des productions végétales spéciales</b> <b>Adresse :</b> 3, rue Barbet de Jouy -75349 Paris 07 SP <b>Suivi par :</b> Gaétane Potard <b>Tél :</b> 01.49.55.43.78 <b>Fax :</b> 01.49.55.45.46 <b>Réf. interne :</b> <b>Réf. Classement:</b>
<p style="text-align: center;"><b>CIRCULAIRE</b>  <b>DPEI/SPM/SDCPV/C2003-4057</b>  <b>Date : 25 NOVEMBRE 2003</b></p>	

Le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation,  
de la pêche et des affaires rurales

Date limite de réponse :

Le Secrétaire d'Etat aux PME, au commerce l'artisanat, aux  
professions libérales, et à la consommation

à

■ Nombre d'annexes :

6

Mesdames et Messieurs les Préfets des Régions et des  
départements

**Objet : Mise en œuvre par le FISAC (Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) d'une mesure de prêts à taux 0 accordés suite au gel survenu entre le 7 et le 11 avril 2003**

**Résumé :** La présente circulaire a pour objectif de définir la nature et les modalités d'intervention du FISAC pour les mesures de prêts à taux 0 accordés suite au gel survenu entre le 7 et le 11 avril 2003. Les DDAF et l'ONIFLHOR réaliseront, comme dans le cadre de la circulaire du 30 septembre 2003 relative aux entreprises fruitières et légumières, l'instruction préalable des dossiers de demande de soutien.

Pour tout renseignement concernant la mise en œuvre de la présente circulaire, vous pouvez prendre contact avec l'**ONIFLHOR - Division des Interventions Nationales-164, rue de Javel - 75739 PARIS cedex 15-Tél : 01 44 25 36 44** et avec la **Direction des entreprises commerciales, artisanales et de services- Bureau D3- 3/5, rue Barbet de Jouy- 75353 Paris 07 SP- Tel : 01 43 19 12 85.**

**MOTS-CLES :** GEL, FRUITS ET LEGUMES, PRET A TAUX 0, ENTREPRISES

<b>Destinataires</b>	
Pour exécution : M. le DPEI M. le Decas Mmes et MM. les Préfets de région Mmes et MM. les Préfets de département Mmes et MM. les DRAF Mmes et MM les DDAF M. le Directeur de l'ONIFLHOR M. le Directeur général et Mme l'Agent comptable de l'ORGANIC.	Pour information : M. le Président du COPERCI FELCOOP ANEEFEL La Fédération nationale des producteurs de fruits La Fédération nationale des producteurs de légumes La Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles Les Jeunes Agriculteurs La Confédération Paysanne La Coordination rurale Assemblée permanente des Chambres d'agriculture Comités économiques fruits et légumes M. le Contrôleur d'Etat de l'ONIFLHOR DGA - DGAL – DAF- DG FAR MEFI-Direction du budget 7A Mesdames et messieurs les Délégués régionaux au commerce et à l'artisanat

A la suite du gel survenu entre le 7 et le 11 avril 2003, les entreprises expéditrices et exportatrices de fruits et légumes ont été fragilisées par la disparition d'une grande part de leur activité consécutive à une réduction significative du tonnage expédié ou exporté et par le manque à gagner en résultant, alors que leurs charges fixes demeurent.

La présente circulaire a pour objet de définir, dans le cadre du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC), les modalités de mise en œuvre d'aides exceptionnelles sous forme de prêt sans intérêt, destinées à permettre à ces entreprises de compenser cette baisse passagère d'activité.

## **I – ENTREPRISES BENEFICIAIRES**

Le FISAC intervient dans le règlement des dossiers présentés par les entreprises non conventionnées ou conventionnées pour moins de 50 % de leur activité (moyenne 2000/2001/2002) avec leur organisation économique. Les autres entreprises du secteur relèvent de la circulaire susvisée du 30 septembre 2003.

**Dans ce cadre, peuvent être admises au bénéfice du présent dispositif les entreprises remplissant les conditions suivantes :**

- avoir pour activité l'expédition et l'exportation de fruits et de légumes frais ;
- avoir subi une perte d'au moins 30% par rapport au tonnage expédié ou exporté au cours des trois dernières campagnes ; le cas échéant, ce pourcentage pourra être ajusté pour tenir compte des opérations de restructuration ayant eu lieu sur la période considérée ;
- ne pas être engagée dans une procédure collective (redressement ou liquidation judiciaire) ;
- présenter des garanties de viabilité économique ;
- s'engager au maintien des emplois permanents de l'entreprise en 2004.

Les entreprises éligibles ne doivent pas bénéficier par ailleurs de l'aide de l'ONIFLHOR mise en place au titre des mêmes événements climatiques.

## **II – MODALITES D'INTERVENTION**

L'intervention du FISAC au bénéfice de ces entreprises revêtira la forme d'un prêt. Ces prêts seront consentis sans intérêt et remboursables en une fois à l'échéance de trois ans, avec possible remboursement anticipé par tranche dans le délai des trois ans.

Seuls sont éligibles les dossiers dont le calcul conduit à un prêt égal ou supérieur à 15 000 €.

Les entreprises solliciteront un prêt dont le montant maximal résultera d'un calcul à deux niveaux :

- pour l'activité de stockage et/ou conditionnement : 60 €/tonne de produit perdu ;
- pour l'activité de vente : 30€/tonne de produit perdu ;

Pour les entreprises du secteur transformé, le prêt maximal sera de 90 € par tonne de produit perdu.

Le montant des prêts sera éventuellement plafonné pour respecter l'enveloppe annoncée (3 M€).

La mise en place de ces prêts sera subordonnée à la présentation par l'entreprise bénéficiaire d'une caution bancaire d'un montant égal à celui du prêt (cf. annexe 5).

Le cas échéant, le versement du prêt sera conditionné au remboursement intégral des prêts octroyés lors du gel de 1998.

### **III – INSTRUCTION DES DOSSIERS**

D'ici au 30 novembre 2003, chaque entreprise intéressée devra adresser une demande en double exemplaire à la DDAF de son département comprenant une fiche de renseignements dûment

complétée (cf. annexe 1), certifiée exacte par son président ou son représentant légal.

La demande sera accompagnée :

- des bilans, comptes de résultat et annexes des trois derniers exercices, dûment authentifiés par le commissaire aux comptes de l'entreprise ;
- d'un engagement de maintien des emplois permanents au cours de l'année 2004 (cf. annexe 2) ;
- d'un engagement à ne pas bénéficier d'une aide de l'ONIFLHOR (cf. annexe 3) ;
- d'un engagement à ne pas faire l'objet d'une procédure collective (cf. annexe 4).

Parallèlement à cet envoi, un exemplaire de la demande avec la fiche de renseignements sera adressé au président du comité de bassin, pour validation des informations données, qui le transmettra à la DDAF.

Ces dossiers seront ensuite soumis pour avis à une commission ad hoc départementale ou régionale (si l'ensemble des départements d'une même région en conviennent). Cette commission consultative est constituée, à l'initiative du Préfet, de représentants des services déconcentrés du MAAPAR et des Trésoriers payeurs généraux, ainsi que de toute personne susceptible d'apporter un avis d'expert, notamment au regard des garanties de viabilité économique demandées aux entreprises.

Après examen, un exemplaire de ce dossier sera transmis à l'ONIFLHOR, complété de l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou de celui du Directeur régional.

Chaque intervention fera l'objet d'une convention entre le bénéficiaire et le FISAC.

Si les informations fournies sur le niveau d'expédition sont prévisionnelles et si le taux prévisionnel de perte de l'entreprise est supérieur à 50%, une avance cautionnée à hauteur de son montant, allant jusqu'à 50% du montant maximal prévisionnel du prêt, pourra être versée. Dans ce cas, l'annexe 1 complétée des données définitives sera transmise à la DDAF au plus tard le 31 décembre 2003 pour les fruits à noyau et les autres produits et le 1er mars 2004 pour les fruits à pépins. La DDAF retransmettra le document à l'ONIFLHOR, qui calculera le montant maximal définitif du prêt et communiquera le dossier complet à la Direction des entreprises commerciales, artisanales et de services, celle-ci prenant toutes dispositions utiles auprès de l'ORGANIC en vue de l'octroi de ce prêt. Le complément éventuel sera versé sur présentation de la caution correspondante.

Le remboursement du prêt est effectué auprès de l'ORGANIC à la demande de la Direction des entreprises commerciales, artisanales et de services dans les conditions prévues au 1<sup>er</sup> paragraphe du chapitre II de la présente circulaire.

En cas d'éléments nouveaux survenus après l'examen du dossier ou en cas de circonstances exceptionnelles, la commission ad hoc et l'ONIFLHOR se réservent le droit d'examiner et de revoir tout dossier.

Le bénéficiaire s'engage à informer l'ONIFLHOR dans les huit jours par lettre recommandée avec accusé de réception de toute cessation totale ou partielle d'activité de l'entreprise, de cession de fonds de commerce et de parts sociales, d'ouverture d'une procédure de liquidation ou de redressement judiciaire, de mise en location-gérance du fonds de commerce et de toute modification de structure qui rendrait l'application de cette circulaire sans objet.

Dans les hypothèses visées ci-dessus ainsi que dans le cas de non respect des critères prévus dans la présente circulaire, la Direction des entreprises commerciales, artisanales et de services pourra sur la base des informations communiquées par l'ONIFLHOR exiger le remboursement immédiat de l'intégralité du prêt consenti.

#### **IV – DISPOSITIONS DIVERSES**

Si leur chiffre d'affaires annuel hors taxes est inférieur à 800 000 €, les entreprises non conventionnées ou conventionnées pour moins de 50 % de leur activité avec leur organisation économique ont la faculté d'opter :

- soit pour le dispositif décrit au chapitre II (Modalités d'intervention) de la présente circulaire ;
- soit pour l'octroi d'une aide exceptionnelle non remboursable au titre du FISAC (cf. annexe 6).

Cette aide est calculée par référence au tonnage de produit non expédié. Chaque tonne de produit non expédié est prise en compte à hauteur de 30 €.

Le montant maximal de l'aide est plafonné à 10 000 €.

Dans le cas d'une option pour l'octroi d'une aide exceptionnelle, la procédure décrite au chapitre III de la présente circulaire demeure valable. Néanmoins, l'entreprise concernée n'est plus tenue de présenter une caution bancaire.

Dans cette hypothèse, il appartient à la Direction des entreprises commerciales, artisanales et de services d'établir, au vu des justificatifs produits par l'entreprise et transmis par l'ONIFLHOR et dans le respect du plafond mentionné ci-dessus, la décision d'attribution de l'aide.

Cette décision est transmise par la Direction des entreprises commerciales, artisanales et de services à l'ORGANIC, accompagnée d'un relevé d'identité bancaire ou postal, aux fins de paiement de l'aide accordée.

Le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation,  
de la pêche et des affaires rurales

Hervé Gaymard

Le Secrétaire d'Etat  
aux petites et moyennes entreprises,  
au commerce, à l'artisanat,  
aux professions libérales et à la consommation

Renaud Dutreil

## ANNEXE 1

### FICHE DE RENSEIGNEMENTS

RAISON SOCIALE DE L'ENTREPRISE :

ADRESSE DU SIEGE SOCIAL :

ACTIVITES DE L'ENTREPRISE :

MONTANT DU PRET DEMANDE :

NOMBRE D'EMPLOIS PERMANENTS (au 1er avril 2003 - justificatifs U.R.S.S.A.F à fournir) :

TONNAGES TRAITES ET CHIFFRE D'AFFAIRES CORRESPONDANTS :

	FRUITS				AUTRES PRODUITS(à préciser)	
	Tonnage		chiffre d'affaires		Tonnage	chiffre d'affaires
	Fruits à noyau	Fruits à pépins	Fruits à noyau	Fruits à pépins		
n-3						
n-2						
n-1						
Campagne 2003						
Tonnage moyen n-3/n-1						
% de perte 2003 par rapport à cette moyenne						

Description précise des capacités de stockage et/ou de conditionnement dont l'entreprise est propriétaire :

Organisation de producteurs : OUI NON (\*)

Entreprise conventionnée avec une ou des O.P. : OUI NON (\*) Si oui, indiquer le pourcentage :

Lesquelles (avec tonnage concerné) :

Certifié exact

Fait à , le

Signature

Avis, cachet et signature de la DDAF ou DRAF

**ONIFLHOR**  
**Division Interventions Nationales**  
164, rue de Javel  
75739 PARIS CEDEX 15  
Tél : 01.44.25.36.44  
Fax : 01.45.54.31.69

(\*) cocher la réponse retenue

## ANNEXE 2

### ENGAGEMENT DE MAINTIEN DES EMPLOIS PERMANENTS

Je soussigné.....,

en ma qualité de.....,

de l'entreprise..... ,

m'engage à maintenir en 2004 le nombre d'emplois permanents déclarés en annexe 1 de la présente demande.

Fait à  
le

Signature

**ONIFLHOR**

***Division Interventions Nationales***

**164, rue de Javel**

**75739 PARIS CEDEX 15**

**Tél : 01.44.25.36.44**

**Fax : 01.45.54.31.69**

### ANNEXE 3

Je soussigné.....,  
en ma qualité de..... ,  
de l'entreprise..... ,

m'engage à ne pas bénéficier d'une aide de l'ONIFLHOR relative au gel du 7 au 11 avril 2003 pendant une durée de 3 ans à compter de la signature de la présente attestation.

Fait à  
le

Signature

**ONIFLHOR**  
***Division Interventions Nationales***  
164, rue de Javel  
**75739 PARIS CEDEX 15**  
Tél : 01.44.25.36.44  
Fax : 01.45.54.31.69

## ANNEXE 4

### ENGAGEMENT A NE PAS ÊTRE DANS UNE PROCEDURE COLLECTIVE

Je soussigné.....,

en ma qualité de.....,

de l'entreprise.....,

Ne pas être engagé dans une procédure collective de type redressement ou liquidation judiciaire.

Fait à  
le

Signature

**ONIFLHOR**  
***Division Interventions Nationales***  
164, rue de Javel  
75739 PARIS CEDEX 15  
Tél : 01.44.25.36.44  
Fax : 01.45.54.31.69



## ANNEXE 5

Emplacement  
du timbre fiscal (6 euros)

### **Imprimé ONIFLHOR à utiliser obligatoirement ENGAGEMENT DE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE**

Nous soussignés (1)

Au capital de

Elisant domicile pour l'exécution du présent acte à (2)

Représenté par M. (3)

nommé à cette fonction et investi des pouvoirs nécessaires pour intervenir valablement au présent engagement par délibération du conseil d'administration en date du

déclarons nous porter caution personnelle et solidaire de (4)

pour la somme de (5)

représentant la garantie prévue par (6)

En conséquence, nous nous engageons à effectuer sur demande du Directeur des entreprises commerciales, artisanales et de services, sans pouvoir en différer le paiement ou soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, jusqu'à concurrence de la somme garantie ci-dessus, le versement entre les mains de M. l'Agent Comptable de l'ORGANIC des sommes dont (7)

serait redevable au titre de l'opération susvisée.

Fait à

Le

(8)

Signature (9)

(1) Désignation de l'Etablissement bancaire

(2) Dans le ressort de la cour d'Appel de PARIS ( article 2018 du C. CIV.)

(3) Nom, prénoms et fonctions du ou des fondés de pouvoir

(4) Nom, prénoms (ou raison sociale), adresse (ou siège social) du cautionné

(5) En toutes lettres et chiffres en euros

(6) Référence convention, décision ou règlement et nature de l'aide

(7) Nom et prénoms ou raison sociale du cautionné

(8) Situer et dater en toutes lettres

(9) Signature(s) et cachet .

Au dessus de la ou les signatures la caution devra apposer la mention manuscrite suivante « bon pour caution solidaire à hauteur de euros.

## ANNEXE 6

### OPTION

Cette option est réservée aux entreprises dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est inférieur à 800 000 €.

Je soussigné.....,  
en ma qualité de.....,  
de l'entreprise.....,

opte\* :

- ☐ pour le dispositif décrit au chapitre II de la présente circulaire ;
- ☐ pour l'octroi d'une aide exceptionnelle non remboursable.

\* Cocher la case correspondant à l'option retenue.